

Le 15 janvier 2010
Contact n°1

Nouveaux membres

Le 29 décembre dernier, les TCA ont été accrédités pour représenter les employés de CP Tech, une entreprise œuvrant dans le domaine du placage et de la finition de surface. Les quelque 40 salariés de cette usine travaillent à Ville Saint-Laurent et feront désormais partie de la section locale 698 qui est située à Boisbriand.

Des remerciements sincères à toute l'équipe de recrutement pour leur travail acharné.

Bienvenue au sein de la famille des TCA à ces nouveaux membres!



Remise de don à Moisson Saguenay-Lac-St-Jean

Comme à tous les ans, une remise de don des TCA-Québec à la banque alimentaire Moisson Saguenay-Lac-St-Jean a été effectuée 15 décembre dernier. Le chèque au montant de 3 500\$ a été remis au responsable de cet organisme, Monsieur Donald Néron, par Denis Lepage, directeur régional des TCA au Saguenay.

Cet organisme peut ainsi supporter plus de 9 127 personnes chaque mois à travers 70 organismes réguliers, qui accompagnent les enfants dans l'aide aux devoirs, dépannent des familles en difficulté, organisent des groupes de cuisines collectives, préparent des repas pour des personnes en quête de réconfort, etc. L'aide alimentaire est complémentaire à leurs interventions.



Triste anniversaire de l'imposition d'une loi spéciale dans le secteur public



Le 15 décembre dernier, une trentaine de membres des TCA ont participé à une manifestation organisée par le Front commun du secteur public québécois. Plusieurs centaines de syndiqué(e)s du secteur public des régions de Montréal et de Laval ont déposé des milliers de cartes devant les bureaux de Jean Charest pour souligner le triste anniversaire de l'adoption d'une loi spéciale imposant, depuis 2005, leurs conditions de travail et leurs salaires.

Nous remercions sincèrement tous les participantes et participants.



Le gouvernement fédéral doit révéler les détails de l'entente conclue avec Xstrata

Les TCA exhortent le gouvernement fédéral à rendre publics les détails de l'entente qu'il a conclue avec Xstrata lorsqu'elle a pris le contrôle de Falconbridge en 2006, afin qu'il soit possible de déterminer si le projet de Xstrata de fermer ses exploitations de cuivre et de zinc de Kidd Creek, près de Timmins, en Ontario, transgresse cette entente.

Le 7 décembre dernier, les membres de la section locale 599 des TCA ainsi que la communauté de Timmins, ont été ébranlés par l'annonce faite par Xstrata. Si cette annonce se matérialise, 500 membres de la section locale 599 des TCA perdront leur emploi, de même que 170 autres employés de Xstrata.

Le président des TCA, Ken Lewenza, a rappelé que Xstrata s'était engagée à faire en sorte que son acquisition de 2006 soit « nettement bénéfique » aux Canadiens « Cette multinationale a pris le contrôle d'une importante partie d'une ressource naturelle fondamentale pour le Canada et elle doit, en retour, veiller à exploiter cette ressource d'une façon réellement avantageuse pour les Canadiens », a-t-il fait valoir dans une lettre qu'il a envoyée le 9 décembre dernier au ministre de l'Industrie, Tony Clement.

« Fermer d'importantes exploitations à valeur ajoutée et mettre au chômage des centaines de familles ayant du cœur à l'ouvrage ne sont vraiment pas de bons moyens d'y parvenir », a-t-il par ailleurs indiqué.

« Les Canadiens méritent de connaître le contenu exact de l'entente de 2006 », a affirmé M. Lewenza. Les TCA feront pression auprès du gouvernement afin qu'il prenne des mesures pour renverser la décision de fermer ces exploitations à valeur ajoutée, si, comme on peut le prévoir, l'entente de 2006 enjoignait à Xstrata de maintenir ses activités.

« Cette fermeture aurait un effet dévastateur sur nos membres et leurs familles, particulièrement à cette époque de l'année, a déclaré Ben Lefebvre, président d'unité de la section locale 599. Lorsque la poussière retombera sur Timmins et ses environs, des centaines d'autres emplois auront été touchés par la fermeture », a-t-il ajouté.

Le président de la section locale 599 des TCA, Dennis Couvrette, a indiqué que la communauté serait durement atteinte. Cette fermeture entraînerait la perte directe, dans la collectivité, de plus de 50 millions de dollars par année en salaires seulement, sans parler des centaines d'emplois indirects qui seraient également perdus ».

Jerry Dias, adjoint au président des TCA et responsable du secteur minier au syndicat, a pour sa part indiqué que cette annonce témoigne une fois de plus de la nécessité que le gouvernement fédéral impose des conditions strictes à la prise de contrôle de sociétés canadiennes par des multinationales étrangères.

« La prise de contrôle doit apporter un avantage économique net et réel au Canada et aux travailleurs », a-t-il précisé.

« Pendant le boom, Xstrata a fait des milliards de dollars avec nos ressources. Elle a une dette envers le Canada aujourd'hui », a ajouté M. Lewenza.



Les employés de Pacific Coach Lines votent en faveur d'un mandat de grève

Lors de réunions tenues les 26 et 27 novembre dernier, les membres des TCA employés chez Pacific Coach Lines (PCL) ont voté à 91 pour cent en faveur d'un mandat de grève à exercer, si nécessaire, pour négocier une convention collective équitable.

PCL fournit un service d'autobus à horaire fixe entre le centre-ville de Victoria et le centre-ville de Vancouver, empruntant les traversiers de BC Ferries et passant également par l'aéroport international de Vancouver. PCL dispose également d'un mandat exclusif pour le transport de passagers de l'aéroport de Vancouver à Whistler, offert sous le nom de Whistler Skylynx.

La convention collective des TCA avec PCL est venue à échéance le 31 mars 2009 et les négociations se poursuivent depuis juillet 2009. Le syndicat a rencontré les représentants de l'entreprise pour plus de 15 jours de négociations et a participé à des rencontres de médiation à la Commission des relations de travail de la Colombie-Britannique, sans succès.

« Nous demandons à l'employeur de négocier sérieusement en vue de conclure une nouvelle convention collective, a déclaré le représentant national des TCA Gavin McGarrigle. La saison de ski à Whistler arrive et les Olympiques vont bientôt débiter. Une grève chez PCL pourrait occasionner de graves perturbations dans le service de transport privé par autobus vers des destinations touristiques importantes dans la province, à un moment critique », a-t-il ajouté.



Ententes entérinées à l'hôpital Hôtel-Dieu Grace

Les membres de la section locale 2458 ont voté avec une majorité écrasante en faveur de nouvelles conventions collectives d'une durée de trois ans et portant sur quatre unités de négociation à l'Hôpital Hôtel-Dieu Grace de Windsor, en Ontario.

Ces ententes prévoient des hausses salariales de six pour cent sur la durée de trois ans de l'entente, des améliorations aux primes ainsi qu'une septième semaine de congé payé pour les employés cumulant plus de 28 années de service. De plus, des ajustements ont été apportés aux conditions salariales de certaines catégories d'employés au sein de certaines unités.

Ces unités de négociation des TCA représentent 280 employés du secteur des services, 140 infirmières et infirmiers auxiliaires autorisés, 230 employés de bureau et 25 travailleurs de métiers spécialisés. Les ententes ont été entérinées avec des majorités de 98 pour cent des voix au sein de l'unité des services, 97 pour cent des voix au sein de l'unité des employés de bureau, 94 pour cent chez les métiers spécialisés et 86 pour cent au sein de l'unité des infirmières et infirmiers.

Ces ententes ont été établies sur le modèle de celles conclues dans les hôpitaux représentés par les TCA partout dans la province, qui procurent aux membres des gains modestes mais équitables, selon Tullio DiPonti., secrétaire financier de la section locale 2458 des TCA. Elles reflètent un partenariat respectueux entre l'hôpital et le syndicat, selon lui.

« Nos membres qui travaillent en milieu hospitalier sont la colonne vertébrale du système de soins de santé à Windsor et font face à d'importants risques et défis qui doivent être reconnus. Lorsque les travailleurs de la santé sont bien traités, tout le système s'en porte mieux », a déclaré M. DiPonti.

Le président de la section locale 2458 des TCA, Bruce Dickie, a laissé entendre que la situation est très différente à l'Hôpital régional de Windsor, où une entente avec les 700 membres des TCA se fait toujours attendre.

« Le directeur général de l'Hôpital régional de Windsor, David Musyj, a clairement et publiquement affirmé qu'il n'a aucune intention de négocier la moindre amélioration aux conditions de travail des travailleurs de première ligne qui mettent leur santé en jeu tous les jours », a déclaré M. Dickie.

On peut se demander pourquoi l'Hôtel-Dieu arrive à négocier une entente juste, tandis que l'Hôpital régional de Windsor ne refuse pas simplement de conclure une entente, mais prévoit également mettre des travailleurs à pied en fermant ses installations de Malden Park l'année prochaine.



Luttons contre la précarité de l'emploi

Il est temps de mener une lutte acharnée contre l'augmentation des emplois précaires au Canada, des emplois souvent décrits comme n'offrant aucune sécurité, mal payés et instables, ont affirmé les délégués au Conseil des TCA lors de la réunion du Conseil les 4 et 5 décembre 2009.

Des délégués représentant des travailleurs d'un vaste éventail de secteurs au sein du syndicat se sont exprimés au sujet d'une recommandation visant à accroître l'effort du syndicat pour lutter contre la précarité de l'emploi. De nombreux délégués ont partagé des exemples d'emplois précaires directement observés dans leur milieu de travail.

Le président de la section locale 444 des TCA, Rick Laporte, a parlé de l'augmentation qu'il a observée dans sa propre collectivité, à Windsor, en Ontario, du nombre d'emplois mal payés à temps partiel, temporaires ou à contrat, à la suite de la perte de bons emplois dans le secteur de l'automobile et de ses fournisseurs.

La coordonnatrice du Centre d'action de Chrysler à Brampton, Cammie Peirce, qui travaille directement avec des membres des TCA mis à pied, en leur fournissant une formation à la recherche d'emploi et des services de soutien, a expliqué aux délégués qu'il existe peu d'occasions pour les travailleurs de trouver des emplois équivalents à ceux du secteur manufacturier.

« Les emplois d'aujourd'hui n'offrent aux travailleurs, pour seules perspectives, que celles de l'insécurité et de la lutte constante », a déclaré Mme Peirce, observant qu'il devient de plus en plus courant que les travailleurs soient forcés d'occuper deux ou trois emplois pour joindre les deux bouts.

La résolution enjoint au syndicat de lutter contre la précarité de l'emploi en renforçant les liens avec les membres des TCA mis à pied et les chômeurs par l'intermédiaire des centres d'action et d'autres mesures. Elle prévoit également la création d'objectifs de négociation pour lutter contre les emplois précaires, l'adoption de mesures de pression pour inciter les gouvernements à adopter de meilleures réglementations concernant les salaires et indemnités, et la planification d'activités à l'occasion du prochain sommet du G20 afin d'exiger des politiques sociales et économiques qui encouragent la création de bons emplois.

Dans sa présentation aux délégués, Deena Ladd, coordonnatrice du Centre d'action pour les travailleurs de Toronto, a affirmé que la lutte contre la précarité de l'emploi est comme chercher à contrer une course vers le bas. « En ce moment, près de 40 pour cent des travailleurs canadiens occupent un emploi précaire », a déclaré Mme Ladd.

Les délégués au Conseil se sont également engagés à établir et à renforcer des partenariats communautaires forts, à militer en faveur de la hausse du salaire minimum et de meilleurs règlements pour encadrer les agences de placement temporaire, ainsi qu'à lutter pour des améliorations à l'assurance-emploi et à l'aide sociale.

« Aucune province au pays n'a une pire feuille de route en matière de normes du travail que la Colombie-Britannique, a déclaré la directrice régionale des TCA pour la Colombie-Britannique, Susan Spratt. La campagne visant à faire augmenter le salaire minimum à 10 dollars par heure dans la province est une lutte importante que nous devons remporter face à l'augmentation du nombre d'emplois précaires. »

Pour de plus amples renseignements sur la précarité de l'emploi, veuillez visiter la page suivante : <http://www.caw.ca/en/7688.htm> (en anglais).



Le gouvernement doit assurer une véritable reprise, estime Andrea Horwath

Deux décennies de compressions sévères par des gouvernements fédéraux et provinciaux de droite ont créé les problèmes auxquels les travailleurs sont de plus en plus confrontés, a laissé entendre récemment la chef du NPD en Ontario, Andrea Horwath, à des délégués au Conseil des TCA.

Les mises à pied, compressions, fermetures d'usines, l'absence de prestations de retraite, la diminution continue du nombre de bons emplois à temps plein et la hausse simultanée du nombre d'emplois précaires, à temps partiel et temporaires, sont le résultat de politiques toujours en place, adoptées par des gouvernements de droite pour diminuer la part de financement et le soutien accordés aux travailleurs, a expliqué Mme Horwath. Les lois du marché ne doivent pas définir notre économie.

Au lieu, Mme Horwath estime qu'il est temps de changer la direction prise par le gouvernement. « Nous devons accepter que le gouvernement ait un rôle de premier plan dans le développement de l'économie », a-t-elle déclaré.

Selon elle, les réductions d'impôts accordées aux entreprises par le gouvernement ontarien et au fédéral n'ont pas protégé les emplois dans les secteurs de l'automobile, de la sidérurgie, des pâtes et papiers et de nombreux autres secteurs. En réalité, même si le taux d'imposition réel des entreprises en Ontario est maintenant plus bas que celui de tous les États américains ayant une frontière commune avec la province, les travailleurs ontariens font face à de plus grands risques d'insécurité d'emploi, de mise à pied, de réduction des effectifs et d'absence d'augmentations salariales.

Huit familles sur dix déclarent disposer de moins de revenus que depuis la dernière génération et de plus, une majorité de Canadiens estiment être à un chèque de paie ou deux de la pauvreté, a fait valoir Mme Horwath.

Elle a réclamé une refonte majeure du Régime de pension du Canada (RPC) et des améliorations au Fonds de garantie des prestations de retraite en Ontario, pour aider les travailleurs à prendre leur retraite dans la dignité.

« Les prestations de retraite ne sont pas un cadeau. Vous accumulez vos prestations de retraite chaque jour grâce aux montants déduits sur votre chèque de paie », a déclaré Mme Horwath. Selon elle, les fonds de retraite sont la propriété des travailleurs et ne devraient pas être traités par le gouvernement et les employeurs comme des montants à la disposition des entreprises.

Une refonte du Régime de pensions du Canada est nécessaire, car trois familles canadiennes sur cinq ne disposent d'aucun régime de retraite dans leur milieu de travail.

Le président des TCA, Ken Lewenza, a remercié Mme Horwath pour ses prises de position répétées en faveur de l'amélioration des prestations de retraite, des indemnités de départ et d'autres questions importantes pour les membres des TCA.

Selon le président syndical, les actions de Mme Horwath font une différence pour les travailleurs. « Elle est une voix rafraichissante à entendre à l'Assemblée législative », a-t-il affirmé.

M. Lewenza a indiqué que le syndicat offrira au NPD l'occasion d'exposer ses positions et de partager les questions qui l'intéressent, mais que c'est aux membres de décider pour qui ils voteront.

« Nos membres sont capables de constater par eux-mêmes quel parti lutte à leurs côtés pour défendre la classe ouvrière », a-t-il affirmé.



Les citoyens détiennent le pouvoir, Monsieur le premier ministre du Nouveau-Brunswick

Plus de mille manifestants se sont tenus devant l'édifice de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, à Fredericton, le 17 novembre dernier, pour protester contre le projet de vendre Énergie Nouveau-Brunswick à Hydro-Québec.

L'événement a réuni un large éventail d'organisations, incluant des membres de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick (FTTNB), des TCA, du SCFP ainsi que du NPD et du Parti Vert. La manifestation était animée par Sébastien Bezeau, président du Comité de la jeunesse de la FTTNB et membre de la section locale 4501 des TCA.

« C'est tout un succès d'avoir réuni plus de mille personnes pour envoyer un message clair au premier ministre qu'Énergie Nouveau Brunswick appartient aux habitants du Nouveau-Brunswick », a déclaré M. Bezeau.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Shawn Graham, est de plus en plus critiqué depuis qu'il a évoqué la possibilité de vendre le service public d'électricité de la province à Hydro-Québec, une entente qui pourrait être conclue dès le mois de mars 2010.

Les syndicats, partis d'opposition et groupes de la société civile de la province demandent au gouvernement de tenir un débat public et un référendum sur la vente proposée.



Inauguration des travaux de construction d'un établissement de soins pour aînés à Thunder Bay

Après une campagne acharnée de la part des membres, militants et dirigeants des TCA, une cérémonie de la première pelletée de terre a eu lieu à Thunder Bay, pour inaugurer le début des travaux de construction du Centre of Excellence for Integrated Seniors' Services de Thunder Bay.

Des représentants syndicaux, municipaux et provinciaux étaient présent lors de la cérémonie tenue le 4 décembre pour le lancement de ce projet de 56 millions de dollars qui mènera à la création de 336 lits pour des soins de longue durée et de 132 unités de logement avec services de soutien. Le nouvel établissement accueillera des aînés nécessitant des soins allant de légers à intensifs.

Le nouvel immeuble remplacera deux immeubles plus anciens, soit ceux de Dawson Court et Grandview Lodge.

Selon le représentant national des TCA Andy Savela, ce projet permet non seulement de préserver 400 emplois, mais donnera également lieu à l'ouverture de 100 nouveaux postes en lien avec les logements avec services de soutien. La section locale 229 des TCA représente les travailleurs des deux centres pour aînés.

« La première pelletée de terre a été soulevée et le projet va de l'avant », a affirmé M. Savela. Les TCA ont lutté pendant près de cinq ans pour assurer la construction et le financement adéquat de meilleures installations pour les aînés à Thunder Bay. La construction du nouvel établissement devrait être terminée pour 2012.

« Les TCA ont fait un travail important pour assurer le maintien de ces emplois à Thunder Bay, a déclaré la présidente de la section locale 229 des TCA, Barb Maki. Nous avons travaillé avec le ministère de la Santé, les réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) et l'employeur, le St. Joseph's Care Group ».



Nomination

Le président des TCA, Ken Lewenza, a nommé Mike Vince (ancien président de la section locale 200 des TCA) au poste de représentant national, à partir du 3 janvier 2010. Il travaillera aux bureaux de Windsor des TCA.

np : sepb343